

Des cotisations d'investissement contre l'austérité

Klaus Hagendorf*

Résumé:

L'idée banale que l'accumulation du capital est une activité socialement nécessaire, mais sous des institutions capitalistes laissée aux considérations à but privées, motivé des intérêts des capitalistes financiers, conduit à la proposition d'introduire des contributions d'investissement et des fonds d'investissement collectifs, démocratiquement contrôlés par les salariés. De cette façon, les politiques de plein emploi peuvent être assurés et en outre, les fonds peuvent être utilisés dans le cadre de la zone euro d'équilibrer les déficits du commerce intra-euro zone via des investissements directs dans les zones déficitaires pour accroître leurs productivité. Finalement les fonds d'investissement salarié doivent évincer le capitalisme.

JEL Classification: B1, E22, P21, P33

Mots clés: la démocratie économique, les politiques de plein emploi, les cotisations d'investissement, le modèle Rehn-Meidner, macroéconomie marxiste, fonds d'investissement des salariés.

L'accumulation du capital est socialement nécessaire

Sur la pierre tombale du célèbre économiste allemand Heinrich *von Thünen* (1783 - 1850) est gravée une formule mathématique du salaire juste. En effet la lutte pour une juste rémunération est aussi vieille que le travail et certainement restera un sujet de préoccupation quotidienne. Toutefois, pour les Sociaux-démocrates et les Communistes, ce n'est pas là la question. Le *Programme de*

*Contact: Klaus Hagendorf, Paris, France. Email: eurodos@gmail.com.
Projet MIME – A Marxian Introduction to Modern Economics <http://eurodos.free.fr/mime>

Gotha de 1875 commence par la déclaration suivante:

Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme le travail productif n'est possible que dans la société et par la société, son produit appartient intégralement, par droit égal, à tous les membres de la société en proportion de ses besoins raisonnables.¹ (SAPD 1875)²

Le programme de *Gotha* identifie aussi la cause de l'exploitation dans la société capitaliste :

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste. L'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.³ (SAPD 1875).

L'introduction des contributions d'investissement comme partie du salaire vise à surmonter ce monopole sur des moyens de travail. Le système capitaliste, une fois installé avec la révolution bourgeoise ne reste pas un système fixe donné, inchangé jusqu'à ce qu'il soit écrasé par la révolution socialiste. Le système capitaliste est en pleine évolution et ses forces centrales sont les luttes sociales et notamment la contradiction antagoniste entre le capital et le travail, l'exploitation du salarié au travail. Afin de comprendre la pertinence des contributions d'investissement comme moyen de surmonter le système capitaliste du monopole sur les moyens de travail nous passerons en revue les principales mutations du système capitaliste du capitalisme de Manchester à l'époque de Marx à l'État-providence du capitalisme contemporain ou ce qu'appellent les marxistes le capitalisme monopoliste d'état.

Du capitalisme à la Manchester au capitalisme de l'État-providence

Dans sa *Critique du Programme de Gotha* Marx s'attaque à la notion de salaire équitable :

¹ En allemand : "*Die Arbeit ist die Quelle allen Reichtums und Kultur aller, da und Arbeit nur allgemein nutzbringende ist möglich durch die Gesellschaft, so gehört der Gesellschaft, das heißt allen ihren Gliedern, das gesamte Arbeitsprodukt, bei allgemeiner Arbeitspflicht, nach gleichem Recht, jedem nach seinen vernunftgemäßen Bedürfnissen.*" (SAPD 1875 (1947)).

² SAPD 1875. Le programme de *Gotha*. Internet : http://www.marxists.org/francais/inter_soc/spd/18750500.htm.

³ En allemand : "*In der heutigen Gesellschaft sind die Arbeitsmittel Monopol der Kapitalisten-klasse; die hierdurch bedingte Abhängigkeit der Arbeiterklasse ist die Ursache des Elends und der Knechtschaft in allen Formen.*" (SAPD 1875 (1947)).

Le fonds consiste en ceci que, dans cette société communiste, chaque travailleur doit recevoir, à la mode lassalienne, un « produit intégral du travail ». Si nous prenons d'abord le mot « produit du travail » (*Arbeitsertrag*) dans le sens d'objet créé par le travail (*Produkt der Arbeit*), alors le produit du travail de la communauté, c'est « la totalité du produit social » (*das gesellschaftliche Gesamtprodukt*). Là-dessus, il faut défalquer : *Premièrement* : un fonds destiné au remplacement des moyens de production usagés ; *Deuxièmement* : une fraction supplémentaire pour accroître la production ; *Troisièmement* : un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc. Ces défalcatons sur le « produit intégral du travail » sont une nécessité économique, dont l'importance sera déterminée en partie, compte tenu de l'état des moyens et des forces en jeu, à l'aide du calcul des probabilités ; en tout cas, elles ne peuvent être calculées en aucune manière sur la base de l'équité.(Marx 1875)⁴.

Marx souligne que même s'il n'y a pas d'exploitation du travailleur il doit y avoir certains arrangements institutionnels indispensables pour la production moderne. Les trois premières catégories du *produit social*, les coûts qui doivent être déduits du *produit social total*, constituent la partie des coûts sociaux de production qui, jusqu'à l'époque actuelle reste pour l'essentiel sous le contrôle des capitalistes, des entreprises individuelles, privées ou publiques.

Après prise en compte des coûts sociaux de la production Marx souligne que, même le reste du *produit social total* destiné à la consommation, c'est-à-dire à la reproduction de la force de travail, doit être réduit :

Reste l'autre partie du produit total, destinée à la consommation. Mais avant de procéder à la répartition individuelle, il faut encore retrancher : *Premièrement les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production*. Comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, cette fraction se trouve d'emblée réduite au maximum et elle décroît à mesure que se développe la société nouvelle.

Deuxièmement : ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté : écoles, installations sanitaires, etc. Cette fraction gagne d'emblée en importance, comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, et cette importance s'accroît à mesure que se développe la société nouvelle. *Troisièmement : le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler, etc.*, bref ce qui relève de ce qu'on nomme aujourd'hui l'assistance publique officielle.(Marx 1875)

En conséquence, il apparaît que, même dans une société idéale, *les rendements du travail*, qui sont le *produit social total*, ne peut pas être divisé entre les travailleurs individuels.

Lorsque nous regardons en arrière les réorganisations majeures du système capitaliste, nous

⁴ Marx, Karl. 1875. [Critique du programme de Gotha](#),(première Partie).

constatons que beaucoup de cette vision de l'utilisation du produit social total a été réalisé par certaines formes institutionnelles : Au début, il y avait la mise en place des réformes sociales de Bismarck, qui tenaient compte des besoins de la classe ouvrière dans son ensemble. Du point de vue de Bismarck ces réformes étaient mis en place contre les organisations des travailleurs⁵ en offrant des services d'état comme l'assurance maladie, l'assurance en cas d'accident, de retraite, etc. pour améliorer l'état des classes ouvrières en empêchant l'appauvrissement et en conduisant à un développement beaucoup plus efficace de la force de travail nationale.

Bien que ces réformes aient conduit à des améliorations considérables des conditions des travailleurs, les révolutionnaires socialistes, comme Lénine et Rosa Luxemburg, ont insisté sur le fait que l'exploitation ne pouvait se terminer que par l'abolition du travail salarié, avec le renversement du système capitaliste. Cette menace est devenue réalité en Russie avec la Révolution d'Octobre de 1917. Cette révolution n'a pas seulement changé le cours de la Grande Guerre et ses conséquences avec le renversement de plusieurs empires. La simple existence d'un État socialiste a imposé des contraintes très importantes sur le système capitaliste qui ont profondément changé la façon dont celui-ci pouvait être organisé.

Un autre grand bond a été entrepris lorsque le système économique capitaliste mondial, en 1929, est tombé en panne pour la première fois.

La « Grande Crise » est arrivé apparemment précisément parce que les classes dirigeantes avaient été réticentes à adopter les formes institutionnelles socialement nécessaires de l'organisation de l'économie et de la société. En Allemagne, bien que la monarchie ait été abolie, la socialisation des moyens de production n'avait pas été mise en pratique. Après la Révolution de 1918/19, l'Allemagne a été aidée par des crédits énormes pour résister à la menace bolchevique et, en 1929,

⁵ „Mein Gedanke war, die arbeitenden Klassen zu gewinnen, oder soll ich sagen zu bestechen, den Staat als soziale Einrichtung anzusehen, die ihretwegen besteht und für ihr Wohl sorgen möchte.“ Otto von Bismarck: Gesammelte Werke (Friedrichsruher Ausgabe) 1924/1935, Band 9, S.195/196.

les troubles financiers qui en résultaient aussi dans d'autres parties du monde ont fait craquer le système.

Aux États-Unis, la puissance capitaliste majeure de l'époque, les réformes de Roosevelt du « *New Deal* », qui ont compris aussi des travaux publics, ont conduit à une autre forme plus sociale de l'organisation du système capitaliste. Mais ces réformes restaient insuffisantes.

Le résultat est bien connu, l'Allemagne a joué à nouveau le rôle de premier plan en essayant de vaincre les communistes par des méthodes les plus impitoyables et fascistes. Cependant, des succès économiques ont été les résultats de l'adoption des méthodes exigées par le développement social des forces productives ; d'énormes programmes d'investissement public et du logement ont été entreprises, mais sous la dictature non pas du peuple, mais de la «Herrenrasse » et des capitalistes.

Avec la défaite des nazis barbares les réformes décisives ont de nouveau été évitées dans les pays de l'Ouest. Des idéologues « libéraux », comme Hayek, etc., qui, avant la Seconde Guerre mondiale, ont promu les forces réactionnaires anti-communistes⁶, après la guerre, confronté à l'Armée Rouge au milieu de l'Europe, ont introduit des *États providence* en Europe occidentale. Selon W. Beveridge le *prix pour la paix* devait être payé. Les arrangements institutionnels sont en général la gratuité des soins de santé, des régimes de retraite, l'assurance chômage, les prestations sociales, ainsi que la gratuité de l'enseignement supérieur, etc. La part de la consommation collective du produit social a été plutôt bien gérée, notamment dans les pays scandinaves. Mais ces États-

⁶ En 1927 von Hayek a préfacé la troisième édition de Gossen's « *Entwicklung der Gesetze ...* ». Gossen était peut-être le premier ultra-libérale et un anti-communiste ce qui était probablement la raison pourquoi on a publié la troisième édition de son livre. Ce qui est vraiment choquant est que Hayek critique Gossen pour son insistance sur la théorie valeur-travail. Mais le travail est pour Gossen fondamental comme c'est bien exprimé dans son théorème fondamental de la théorie du plaisir.

providence ont été entravées par une lacune décisive : le contrôle des moyens de production est resté dans les mains des capitalistes individuels et des entreprises.

La critique de la théorie marxiste

Se référant à la critique de Marx, les exigences de l'organisation sociale, du coût de la production: « *Premièrement : un fonds destiné au remplacement des moyens de production usagés ; Deuxièmement : une fraction supplémentaire pour accroître la production ; Troisièmement : un fond de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc.* » n'ont pas encore reçu une forme institutionnelle appropriée. Le contrôle sur ces parts du produit social total constitue le noyau de la puissance capitaliste sur la société.

Pire encore, l'économie marxiste n'a pas réussi à prouver la validité de la thèse selon laquelle le travail et la nature sont les seules sources de la totalité du produit social. Jusqu'à aujourd'hui les marxistes occidentaux - s'ils ne collent pas à la théorie orthodoxe de la *transformation des valeurs en prix* tel qu'elle a été publiée non par Marx, mais à titre posthume par Engels dans le volume III du *Capital*, ou ils prouvent leur ingéniosité en inventant des solutions nouvelles, qui n'ont pas du tout aucune incidence sur l'orthodoxie du « mainstream » ou la pratique - continuent d'utiliser comme base pour leur analyses la définition bourgeoise de la valeur-travail qui ne contient pas la « *fraction supplémentaire pour accroître la production* », les investissements. Mais cette partie du produit social total est la plus-value ! Si on n'inclut pas le surtravail dans la définition du travail socialement nécessaire pour produire une marchandise, on ne peut jamais expliquer correctement le processus de l'exploitation capitaliste⁷. Cet échec théorique est encore plus gênant en voyant que les économistes

⁷ Une énigme est la position de Luigi Pasinetti, qui dans sa thèse de 1959, publiée en 1963 et plus tard en 1981 élaborée et publiée sous le titre *Structural Change and Economic Growth*, développe un système économique « optimal », son modèle « naturel », ou il trouve bien la correcte formule

marxistes mathématiques soviétiques ont fourni les solutions ! Ce n'est certainement pas une cause négligeable pour expliquer le déclin du socialisme réellement existant, parce que non seulement les Marxistes occidentaux, mais aussi même les cadres des sociétés socialistes n'ont pas bien compris les enjeux.

L'explication correcte de l'exploitation capitaliste au travail

Il peut apparaître surprenant, mais la correcte explication marxiste de l'exploitation du travail suit simplement de la critique de la théorie économique orthodoxe. Il est incontestable qu'un facteur de production est efficacement utilisé, si et seulement si la *valeur du produit marginal* est égale à son prix. Dans le cas du travail en tant que facteur de production, cela signifie que son prix, le taux de salaire, est égal à la *valeur du produit marginal du travail*, parce que si une unité supplémentaire de travail ne produit pas une valeur suffisamment grande pour compenser le coût de cette unité de travail il ne faut pas l'utiliser. Cela implique que le travailleur est payé seulement d'après la valeur du *produit marginal du travail*, mais le résultat de son travail, son produit, le résultat créé, est évaluée à la *valeur marginale du travail*. Comme le *produit marginal du travail* est normalement inférieur au *produit moyen du travail*, la *valeur marginale du travail*, sa réciproque, est supérieure à la *valeur moyenne du travail*. La différence entre la valeur marginale du travail et la valeur moyenne du travail est le surtravail brut, constituant le remplacement des moyens de travail ainsi que le surtravail, qui est approprié par les capitalistes.

pour les valeurs-travail incluant des investissements (chapitre VII). Or dans son article de 1973 et dans ses *Lectures on the Theory of Production*, 1977, il utilise la définition bourgeois des valeurs-travail. Voir l'article de Reati, (2011, p. 367f), qui a bien compris que l'approche de Pasinetti dans *Structural Change* est une solution propre du *Problème de transformation*. Angelo Reati est décédé en 2013 après le Congrès AHE Londres à la suite d'un accident avec son vélo à Bruxelles.

Cependant, le concept de *valeur marginale du travail* n'existe pas dans la théorie économique orthodoxe, non pas qu'il n'ait jamais été découvert, mais plutôt parce qu'il a été banni de la théorie justement parce qu'il révèle l'exploitation du travail. La revendication par les économistes orthodoxes que les moyens de production pourraient créer de la valeur et recevraient leur récompense est donc un mythe et se révèle comme tel par une analyse exacte des dimensions impliquées. La seule fonction des moyens de travail est d'augmenter la productivité du travail. Et parce que les moyens de production sont rare sous des conditions de concurrence les propriétaires peuvent obtenir une valeur équivalente de la valeur de la productivité marginale du facteur. Néanmoins, ce mythe est un dogme orthodoxe et, aujourd'hui encore, la théorie économique moderne contredit à tort la thèse de base du programme social-démocrate de Gotha de 1875, et Adam Smith aussi ! Cette hégémonie de l'idéologie bourgeoise réactionnaire est absolument désastreuse pour notre destin !

Les capitalistes, contrôleurs de l'accumulation du capital, la cause principale de l'instabilité macro-économique

Dans la première partie de cet article nous avons élaboré qu'il existe quelque chose comme *l'accumulation du capital socialement nécessaire*, pour reprendre les termes de Marx, une fraction du produit social total « pour l'expansion de la production ». C'est cette *accumulation socialement nécessaire du capital*, ou des investissements nets, sur laquelle nous voulons nous concentrer maintenant.

Nous avons vu que le temps de travail qui est consacré à créer ces moyens supplémentaires de travail représente le surtravail et que dans les institutions

capitalistes les capitalistes l'approprient dans leurs entreprises en tant que profit. Cependant, ces bénéfices, s'ils peuvent être réalisés sur le marché - ce qui est loin d'être sûr - ne sont pas nécessairement utilisés par les capitalistes à cet effet, pour la création des nouveaux investissements. Loin de là, les profits sont aussi utilisés pour la consommation de luxe des capitalistes ou ils sont exportés !

Figure 1 : Investissements net en % des profits net des économies européennes majeurs

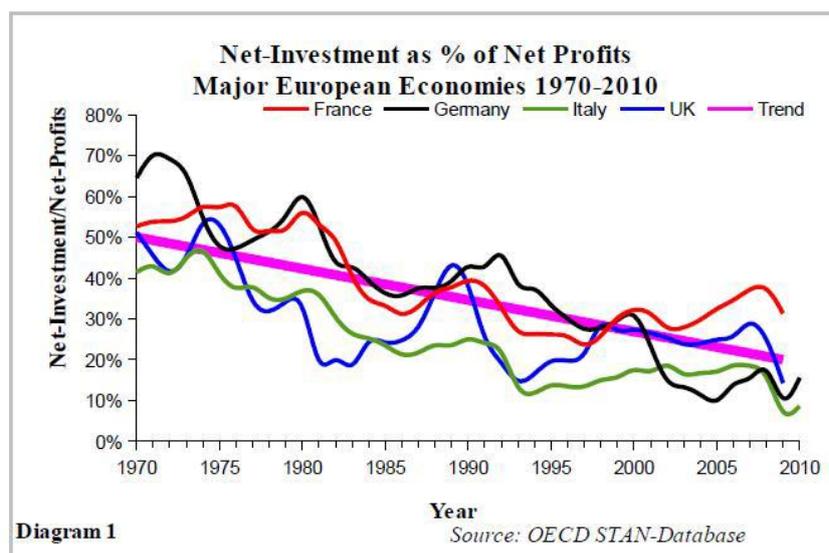
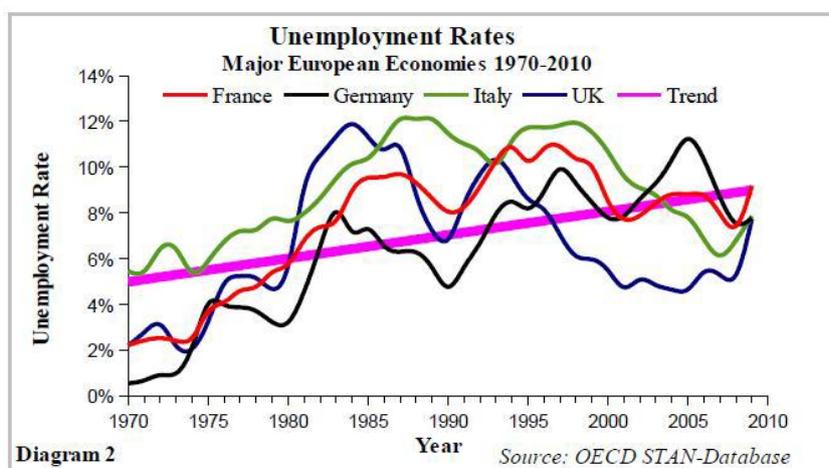


Figure 2 : Taux de chômage des économies européennes majeurs 1970-2010



En fait, l'utilisation de la plus-value exploitée, l'utilisation des profits est décisif dans la lutte antagoniste entre le capital et le travail. Les états socialistes réellement existants avaient mis de sérieuses contraintes sur l'utilisation des profits par des capitalistes dans les états capitalistes. Le système économique capitaliste n'a pas seulement été réorganisé en raison des processus de forte concentration du capital conduisant à différentes formes du capitalisme monopolistique d'État, comme cela avait été analysé avant la Grande Guerre dans *Le Capital financier* de Rudolf Hilferding (1910). Les états socialistes réellement existants ont forcé les capitalistes aussi d'entrer dans une compétition du capitalisme par rapport au socialisme et à des normes sociales élevées pour les classes des salariés, le plein emploi et une forte croissance économique en raison des grosses parts des profits réinvestis. En effet, dans les années 1960, les partis communistes du monde ont considéré que les états socialistes seraient en mesure d'atteindre les objectifs d'une suprématie économique et militaire. Cela a été soutenu par la vague de décolonisations dans de nombreuses régions du monde. Mais la concurrence était l'une des conditions inégales, entravée par le marxisme orthodoxe apologétique.

La *Guerre froide* a eu de nombreux fronts : économique, militaire, idéologique, culturelle et psychique ! Les marxistes occidentaux ont été mis sous contrôle psychique, incapables de déchiffrer les problèmes de base qui étaient impliqués, sans doute en partie aussi à cause d'une adaptation irréfléchie des dogmes léninistes. Mais la pire conséquence de la concurrence entre les deux systèmes a été le développement

de la course aux armements avec des coûts effrayants pour le camp socialiste économiquement plus petit. Pour les pays occidentaux les dépenses militaires étaient juste l'un des moyens de stabiliser les économies capitalistes, qui incontrôlées, ne conduiraient pas à un développement économique stable et de maintenir le monopole des capitalistes sur les moyens de production.

La nécessité d'une stabilisation macro-économique

Dans la première partie nous avons déjà mentionné les politiques du *New Deal* dans les années 1930 pour retrouver le plein emploi. Mais les mesures décisives en vue d'une organisation mondiale des économies capitalistes ont été prises juste après la bataille de Moscou en 1941, lorsque l'armée soviétique avait battu les agresseurs allemands. Roosevelt avait lancé les préparatifs de la Conférence de Bretton Woods, les négociations sur le système économique mondial de l'après-guerre. Après la Seconde Guerre mondiale un grand soin a été apporté à éviter y ait une crise financière et des ralentissements économiques majeurs.

Comme cela est bien connu du volume II du *Capital*, il existe certaines conditions pour que le circuit économique conduise à une réalisation de la plus-value exploitée au travail. Il est au cœur des politiques macro-économiques d'atteindre ces conditions. Pendant la période du système de Bretton Woods, basé sur l'échelon d'or, qui est tombé en panne suite à des spéculations par rapport au dollar dans les années 1970, il y avait eu des problèmes macro-économiques qui ne doivent pas être négligés, mais

la pression du socialisme a contraint les 'establishments' occidentaux à maintenir le plein emploi, et cela signifiait aussi des réinvestissements d'importantes parts des profits dans l'économie. Mais la spéculation contre le dollar américain et la faiblesse de celui à cause de la guerre contre le Viêt-Nam s'est terminé par l'éclatement du système de Bretton Woods et d'autre côté de la puissance économique déclinante des États socialistes.

Cependant, les partis progressifs du mouvement ouvrier occidental ont reconnu non seulement les incroyables dommages causés par la course aux armements, mais aussi les progrès réalisés par contrôler les économies. Cela a trouvé son expression dans la théorie de convergence des systèmes, dont le social-démocrate allemand, Willy Brandt, et le social-démocrate suédois, Olof Palme, ont été les principaux représentants. Les marxistes contestaient cette théorie révisionniste, ce qui est certainement vrai pour la social-démocratie allemande. Mais la social-démocratie suédoise a fait de sérieux efforts pour mettre la théorie en pratique et cela signifiait précisément organiser une part croissante des profits sous le contrôle démocratique des salariés et de leurs syndicats. Ceci est connu comme le modèle Rehn-Meidner et les fonds d'investissement des salariés (Meidner 1978), qui ont été appliqués partiellement dans les années 1970 et 80.

En principe, l'expérience suédoise de la démocratie économique est une forme particulière des contributions d'investissement, qui ont été collectés dans des fonds d'investissement des salariés et ont été contrôlés par des syndicats des salariés. L'objectif de base, cependant, n'était pas d'en finir avec le capitalisme, mais

seulement d'une manière beaucoup plus modeste, l'aider à accroître la compétitivité des entreprises suédoises et de créer une plus grande égalité des salaires. Les expériences ont été abandonnées après l'assassinat d'Olof Palme et par conséquent la perte du pouvoir politique de la Social-démocratie.

L'investissement est la partie volatile dans le processus de reproduction économique et la politique macro-économique tente d'influer les prix des facteurs de production et des agrégats d'offre et de la demande afin que les investisseurs capitalistes considèrent raisonnable de réinvestir, en d'autres termes la politique macro-économique capitaliste tente d'établir la rentabilité des nouveaux investissements qui sont soumis à la *loi de la baisse tendancielle du taux de profit*. Dans la théorie orthodoxe cette loi trouve son expression dans la décroissance de la productivité marginale du facteur capital dans la fonction de production.

Tant que des concessions ont dû être apportées aux travailleurs il y avait toujours assez de pression pour assurer un niveau suffisamment élevé de la consommation pour réaliser les conditions de stabilité macro-économique, mais avec l'affaiblissement des organisations des travailleurs des pays de l'Ouest, des syndicats, et le pouvoir déclinant des États socialistes ces forces motrices de la prospérité ont cessé de fonctionner. En outre, avec l'effondrement du système de Bretton Woods et la libéralisation des capitaux, des mouvements de capitaux internationaux ont considérablement augmenté et ont conduit à de nouvelles instabilités du commerce international.

Avec l'hyper-évolution financière, en 2007 le système économique mondial est

tombé en panne une deuxième fois. Et cette fois en plus des désordres financiers et un manque de contrôle sur les capitaux sont au cœur des troubles. La part du profit réinvestie dans de nouveaux investissements a diminué, d'environ 10% pendant la période de Bretton Woods, à seulement 4 à 5% à l'heure actuelle pour les économies de l'OCDE. Les capitalistes ont utilisé leur pouvoir sur le surtravail exploité pour vaincre les positions économiques et politiques du mouvement ouvrier par la création d'un système capitaliste financier néo-libéral mondialisé dans lequel les personnes et leurs gouvernements nationaux sont pris en otages par les capitalistes financiers. Baisse des parts des salaires, taux élevés du chômage et de l'endettement public et privé sont les résultats bien connus.

Les efforts de l'Europe pour résister

Un autre résultat très important de la contrainte de l'existence des états socialistes et de la concurrence entre les deux systèmes du capitalisme et du socialisme était l'unification de l'Europe. Des états capitalistes de l'Europe occidentale ont été contraints à la coopération économique et politique. Les états européens ont créé le Marché commun européen, et même l'euro, une monnaie européenne, une chose absolument impossible selon le dogme marxiste orthodoxe.

Toutefois, cela ne signifie pas que les rivalités nationalistes ont disparu! Au contraire, l'Allemagne unifiée utilise son pouvoir sur le mouvement ouvrier national d'une manière réactionnaire pour gagner la suprématie sur l'économie européenne. Le mouvement ouvrier est géré par des syndicats forts et anti-communistes, centralisés

dans la DGB. En plus de son contrôle sur le mouvement ouvrier, les orientations historiquement fort de l'industrie vers l'exportation lui permettent d'imposer d'énormes excédents du commerce sur ses partenaires avec par conséquent des endettements publics et privés élevés pour de nombreuses économies de la zone euro. Les États partenaires de la zone euro à leur tour sont tenus d'imposer des contrôles sur leurs mouvements ouvriers nationaux pour réduire les coûts de production afin de faire face aux endettements élevés. Par ailleurs, une sortie de l'euro conduirait à des dépréciations des monnaies nationales et les petites économies seraient encore plus pillées par les capitalistes financiers internationaux tels que George Soros, etc. L'establishment réactionnaire allemand impose des politiques d'austérité sur les économies européennes.

Il y a un moyen d'en sortir, si et seulement si les syndicats européens et leurs alliés politiques unissent les mouvements ouvriers européens et imposent à l'économie européenne un contrôle sur le capital, c.-à-d. sur l'accumulation du capital socialement nécessaire. Si les syndicats refusent d'assumer leurs responsabilités sur le contrôle de l'accumulation du capital, ils doivent nécessairement se soumettre aux exigences des adversaires dans les négociations salariales visant à limiter leurs revendications salariales à la hausse de la productivité du travail, ce qui signifie en fait, qu'ils sont obligés d'exclure l'utilisation des augmentations des salaires pour obtenir une plus grande partie du produit social et pour exercer un pouvoir croissant sur l'économie et qu'ils seraient condamnés à renoncer à leur objectif initial, la démocratie politique et économique.

La Cotisation d'investissement, un nouvel instrument de la macroéconomie

Nous avons montré que l'accumulation du capital est une activité économique indispensable pour le bon fonctionnement de l'économie mais que les capitalistes qui exercent actuellement cette fonction abusent de leur pouvoir, le monopole sur le capital, et soumettent la société à leur volonté. L'introduction de la cotisation d'investissement comme partie du salaire vise donc à exercer le contrôle sur l'accumulation du capital et finalement sur tous les moyens de production.⁸ Évidemment cette analyse s'applique à des économies capitalistes organisées, ou capitalistes monopolistes d'état ou la plus grande partie des investissements sont mis en place par des décisions d'une centaine de gestionnaires des très grandes entreprises.

Nous ne pouvons pas élaborer tous les détails de la mise en pratique de la cotisation d'investissement, mais nous pouvons préciser les principales caractéristiques de ce nouvel instrument macroéconomique. Bien évidemment nous parlons donc d'établir la démocratie économique dans les entreprises, ce qui peut être appliqué seulement à des entreprises d'une certaine taille. Pour les entreprises trop petites il faut améliorer leurs moyens d'augmenter leur productivité par des services financiers appropriés. L'objectif est d'obtenir la plus grande productivité du travail et

⁸ Voir aussi Keynes « a somewhat comprehensive socialisation of investment will prove the only means of securing an approximation to full employment » (1936, p.378) sur la socialisation des investissements. De ce point de vue notre analyse est marxiste et keynésien en même temps.

le plein emploi par une amélioration des moyens de travail. Au même temps nous voulons finir avec l'exploitation du travail et établir la démocratie économique.

Cela implique que d'abord il faut saisir des moyens pour ces investissements via des négociations des salaires qui doivent inclure des marges supplémentaires destinées à ce but. Ces capitaux doivent être soumis à un contrôle démocratique, exercé au niveau de l'entreprise et aussi aux niveaux régionaux, nationaux et dans la zone euro.

Sur le plan national le gouvernement en concertation avec les autorités monétaires et les syndicaux se concentre sur le taux d'accumulation du capital national optimal souhaitable. Il décide le pourcentage moyen des bénéfices des entreprises attendus destiné aux cotisations d'investissement. Les entreprises sont affectées par cette décision dépendant de la taille de leurs actifs. Elles transfèrent une fraction de leurs résultats vers un fond public d'investissement. Ce fond réaccorde des droits sur ces capitaux en fonction du salaire à tous les salariés du pays. Les salariés, bien qu'ils reçoivent des droits sur le capital du fond public n'ont pas le droit de le consommer. On ne mange pas les moyens du travail ! C'est donc la faute des capitalistes. Mais les salariés ont le droit et l'obligation de décider où les capitaux doivent être investis, c'est-à-dire qu'ils déterminent les fonds d'investissement des salariés qui peuvent disposer de leurs capitaux. Les fonds d'investissement des salariés reçoivent du fond public d'investissement les capitaux en titre des décisions des salariés en leurs faveurs. Les salariés choisissent ces fonds d'investissement comme ils choisissent

leurs caisses maladie. Il faut aussi donner des incitations aux salariés pour assurer qu'ils exercent un contrôle efficace sur « leurs » capitaux. Alors les fonds d'investissement des salariés deviennent des financiers de l'industrie, de l'agriculture en court de toute l'économie. Parce que leurs fonds ne sont jamais consommés ils deviennent majoritaires après des dizaines d'années. Les fonds d'investissement deviennent les principaux interlocuteurs financiers des entreprises.

Dans l'entreprise les salariés et leurs syndicats doivent être présentés dans les organismes de surveillance et prennent place dans la gestion, c'est la « Mitbestimmung », la codétermination, parce que c'est là que sont prises les décisions d'investissement réelles.

Le rôle des cotisations d'investissement pour la zone euro

Les capitaux des fonds d'investissements des salariés peuvent acquérir aussi une fonction très importante pour l'équilibrage du développement économique des régions dans la zone euro. S'il y a des déséquilibres dans le commerce de la zone euro les fonds d'investissements des salariés peuvent faire des investissements directs étrangers dans d'autres régions souffrant d'un commerce déficitaire. Comme cela on peut augmenter la productivité du travail dans ces régions et en même temps on empêche leur endettement parce que les investissements directs étrangers compensent les déficits des comptes courants.

L'aspect le plus important est que les salariés et leurs syndicats sont libérés de la contrainte de se limiter à la productivité du travail dans des négociations des salaires et ils peuvent viser en finir avec l'exploitation du travail.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous afin de contrôler le capital!

Paris, le 6 Février 2014

Klaus Hagendorf

Références

Beveridge, Baron William Henry. 1945.

The Price of Peace. New York: W. W. Norton, 1945.

Bismarck, Otto von. 1924.:

Gesammelte Werke (Friedrichsruher Ausgabe) 1924/1935, Band 9.

Gossen, Herman Heinrich. 1854 (1889, 1927).

Die Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs und der daraus fliessenden

Regeln für menschliches Handeln. Braunschweig : Friedrich Vieweg & Sohn ; 1854.

<http://books.google.fr/books?id=BzFGAAAAIAAJ&dq=Gossen%201854>.

Hayek, Friedrich August von. 1927.

Préface de la 3^{ème} édition de H. H. Gossen. *Die Entwicklung der Gesetze ...* ; Berlin :

R. L. Prager ;1927.

Hilferding, Rudolf. 1910.

Das Finanzkapital. Eine Studie über die jüngste Entwicklung des Kapitalismus.

Wien: Verlag der Wiener Volksbuchhandlung Ignaz Brand & Co., 1910.

Version française : http://www.marxists.org/francais/hilferding/1910/lcp/hilf_lcp.pdf.

Keynes, John M. 1936.

The General Theory of Employment, Interest and Money. Cambridge :
Cambridge University Press ; 1936.

Marx, Karl.1875 (1890).

Kritik des Gothaer Programms. *Die Neue Zeit*, 1. Band. 1890-91, Nr. 18; réédité :
Karl Marx/Friedrich Engels - *Werke*. (Karl) Dietz Verlag, Berlin. Band 19, 4.
Auflage 1973, unveränderter Nachdruck der 1. Auflage 1962, Berlin/DDR. S. 13-32.
<http://www.marxists.org/deutsch/archiv/marx-engels/1875/kritik/index.htm>.

_____, _____. 1875.

Critique du programme de Gotha. Traduction française de (Marx 1875).
<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1875/05/18750500.htm>.

Meidner, Rudolf. 1978.

Employee investments funds : an approach to collective capital formation. London;
Boston; Sidney: Allen & Unwin, 1978.

Pasinetti, Luigi L. 1963.

A Multi-sector Model of Economic Growth. Cambridge : Published for King's
College, Cambridge, by Polyhedron Services, 1963

_____, _____. 1973

The Notion of Vertical Integration in Economic Analysis. *Metroeconomica*.
Vol. XXV, No 1. Pp. 1-29.

_____, _____. 1977.

Lectures on the Theory of Production. London and Basingstoke : Macmillan ; 1977.

_____, _____. 1981.

Structural Change and Economic Growth A Theoretical Essay on the Dynamics of the Wealth of Nations. Cambridge : Cambridge University Press ; 1981.

Reati, Angelo 2011.

Power Relations and Economic Paradigms, or Why Post-Keynesian Theory is Not Dominant. *Review of Radical Political Economics*, 2011, Vol. 43, pp. 361-372.

[DOI: 10.1177/0486613410395898](https://doi.org/10.1177/0486613410395898)

SAPD 1875.

Le programme de Gotha. Traduction française de (SAPD 1875 (1947)).

Internet: http://www.marxists.org/francais/inter_soc/spd/18750500.htm.

SAPD 1875(1947).

Das Gothaer Programm. Beschlossen auf dem Vereinigungs-Kongress der Sozialdemokraten Deutschlands in Gotha vom 22. bis 27 Mai 1875. in: *Sozialistische Dokumente. Schriftenreihe Demokratie und Sozialismus*, Heft 7. Offenbach a. M.: Bollwerk-Verlag Karl Drott; 1947.

<http://library.fes.de/prodok/fa-28821.htm>.

Copyright © 2014. Klaus Hagendorf. Paris. All Rights Reserved !